

RÉGION

Lorraine

Un Meurthe-et-mosellan et un Meusien à Matignon

Lionel MADELLA



Bertrand Pancher copréside le groupe Libertés et Territoires à l'Assemblée nationale. Photo Franck LALLEMAND

Les présidents de partis de l'Assemblée nationale ont été reçus lundi à Matignon. Coprésident du tout nouveau groupe Libertés et Territoires, le député de la Meuse, Bertrand Pancher s'est retrouvé avec Laurent Hénart et Sylvia Pinel, dans le trio d'élus du Mouvement Radical Social et Libéral, invités à échanger à 14 h 30 avec Edouard Philippe pour tenter de trouver une issue au mouvement des gilets jaunes. « C'est la troisième fois que je le rencontrais en une semaine ! Et cette fois, force est de reconnaître que les choses sont prises

très au sérieux au plus haut sommet de l'exécutif. » Trois quarts d'heure de dialogues enclenchés en présence du ministre des Relations avec le parlement, Marc Fesneau. Le député tirant aussitôt le signal d'alarme : « J'ai souligné toute la gravité de la situation. Désormais, il faut absolument éviter les morts et le chaos... » Tout en appelant à « l'ordre républicain » et en manifestant « tout son soutien aux policiers », le parlementaire a réclamé des gestes forts au gouvernement : « Moratoire sur les taxes sur les carburants et contraintes techniques, réindexation des retraites sur le coût de la vie, revenir sur la limitation à 80 km/h en zones rurales, ouverture de négociations sur le rapport petits salaires et charges avec les partenaires sociaux, affichage de la fiscalité verte à même de faire baisser la consommation d'énergie et enfin cibler la concertation des trois mois à venir sur les enjeux économiques, sociaux et environnementaux ». Bertrand Pancher insistant dans le champ institutionnel, « sur plus de décentralisation afin d'associer plus encore les citoyens à la décision ».

Le président du parti radical, Laurent Hénart a indiqué pour sa part qu'il était « urgent d'ouvrir un grand débat social sur l'emploi, le pouvoir d'achat des salariés et des Français les plus modestes. Celui-ci doit être conduit avec les collectivités territoriales, garantes des réalités de terrain, et remettre au premier plan les syndicats et les organisations d'employeurs », a indiqué le maire de Nancy.